

Le Canada et la nouvelle division internationale du travail,
par DUNCAN CAMERON et FRANÇOIS HOULE (édit.). — Éditions
de l'Université d'Ottawa, 1985, 288 pages.

Louis Gill

Volume 61, numéro 4, décembre 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/601354ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/601354ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gill, L. (1985). Compte rendu de [*Le Canada et la nouvelle division internationale du travail*, par DUNCAN CAMERON et FRANÇOIS HOULE (édit.). — Éditions de l'Université d'Ottawa, 1985, 288 pages.] *L'Actualité économique*, 61(4), 541–543.
<https://doi.org/10.7202/601354ar>

Le Canada et la nouvelle division internationale du travail, par DUNCAN CAMERON et FRANÇOIS HOULE (édit.). — Éditions de l'Université d'Ottawa, 1985, 288 pages.

Le Canada et la nouvelle division internationale du travail est l'ouvrage d'un collectif d'auteurs dont les contributions, dans leur version initiale, ont été présentées dans le cadre de la première conférence annuelle de la faculté des Sciences sociales de l'Université d'Ottawa en 1984.

L'ouvrage, publié sous la direction de Duncan Cameron et François Houle de l'Université d'Ottawa, comprend 11 chapitres auxquels ont participé 17 auteurs rattachés à neuf universités ou centres de recherche, dont sept au Canada et deux à l'étranger. Il est centré « sur le Canada et ses perspectives dans un ordre mondial en mutation », et accorde dans ce cadre une importance particulière à l'analyse des politiques de l'État. L'ouvrage s'inscrit, comme l'explique Cameron dans l'introduction, dans le courant de pensée qui vise à faire revivre la tradition de « l'économie politique canadienne », accordant une place centrale aux rapports entre l'État et l'économie dans leurs développements historiques et institutionnels.

On ne peut dans ce bref compte rendu aborder chacune des contributions et en évaluer la portée spécifique. On peut cependant, sans prétendre à l'exhaustivité, identifier un certain nombre de questions qui ressortent de l'ensemble de l'ouvrage, envisagé non comme une simple somme de contributions mais comme un tout, et qui permettent d'en évaluer le résultat global.

Dans un livre qui porte sur le Canada dans la division internationale du travail, il importe d'abord d'évaluer correctement cette place et de rendre compte des développements historiques qui y ont conduit. Cette question est abordée dans plusieurs contributions qui la traitent sous ses divers angles : l'importance du commerce international par rapport au PIB, la faiblesse relative de l'industrie manufacturière, le degré élevé de domination étrangère, la faiblesse de l'activité innovatrice, la grande concentration des flux commerciaux en direction et en provenance des États-Unis, etc. Les facteurs historiques qui ont mené à cette situation sont également étudiés dans diverses contributions, notamment celle de Gérard Hervouet, Raymond Hudon et Gordon Mace (chap. 7) qui présente un aperçu de l'évolution des rapports commerciaux entre le Canada et les États-Unis de même qu'une évolution historique des échanges canadiens avec le reste du monde. La contribution de Philippe Faucher, André Blais, Manuel de la Fuente et Robert Young (chap. 8) fournit également des données historiques fort intéressantes quant à l'évolution de la structure tarifaire au Canada depuis la Politique nationale de 1879. Enfin Marc von Ameringen (chap. 11) étudie l'évolution de l'industrie mondiale de l'automobile depuis le début du siècle jusqu'aux restructurations

récentes qui ont conduit à une véritable mondialisation de cette industrie. L'analyse des politiques gouvernementales, notamment la politique de substitution des importations est également envisagée dans une perspective historique dans d'autres contributions.

Le degré de pénétration du capital étranger, surtout américain, l'état de dépendance qui en découle et les incidences de cette situation sur le développement industriel, le dynamisme interne de l'économie canadienne, la recherche et le développement, etc. constituent un deuxième ensemble de questions auxquelles l'ouvrage accorde une attention particulière. Ces thèmes sont étudiés par Gérard Boismenu et Graciela Ducatenzeiler (chap. 10) qui se penchent sur la situation de faiblesse du Canada dans les domaines de la R&D et de l'industrie de haute technologie, par Michael Atkinson qui étudie les relations entre filiales canadiennes et maisons mères américaines notamment dans le cas où la filiale se voit attribuer l'exclusivité de la production et de la commercialisation d'un produit particulier (World Product Mandate). Le problème de la dépendance est également envisagé sous un autre angle, celui de la caractérisation du Canada dans les rapports centre-périphérie dans les contributions de Diane Ethier (chap. 3) et de François Houle (chap. 4).

Les problèmes de l'intégration continentale, de l'évolution de la structure tarifaire, des politiques gouvernementales à cet égard, notamment en ce qui a trait à l'objectif de diversification des relations commerciales du Canada, constituent un troisième point fort de l'ouvrage recensé. Il faut ici souligner en particulier les contributions de Marc van Ameringen (chap. 11) sur l'industrie automobile et de Rianne Mahon (chap. 9) sur l'industrie du textile, de même que celles de Hervouet *et al.* (chap. 7) sur les politiques de diversification (la « troisième voie ») mises en oeuvre depuis les années 60, et de Faucher *et al.* (chap. 8) sur la structure tarifaire.

L'ensemble de ces préoccupations se posent, il va sans dire, dans le contexte de la crise économique mondiale, des restructurations, des politiques de « rationalisation » de la production, de « relocalisation », autant d'éléments qui posent la nécessité d'une caractérisation de l'étape actuelle du développement capitaliste. André Gunder Frank et Alain Lipietz abordent notamment ces problèmes dans leurs contributions qui constituent la première partie de l'ouvrage.

Toutes ces questions sont d'une brûlante actualité. Elles prennent aujourd'hui une dimension particulière au Canada avec la publication des recommandations de la Commission MacDonald et les discussions sur un éventuel libre échange Canada-États-Unis. L'ouvrage recensé fournit un apport fort intéressant à la discussion et à l'analyse de ces questions.

Un ou deux points faibles malgré tout doivent être notés. Le premier concerne l'internationalisation du capital canadien. Une seule contribu-

tion, celle de Normand Dickey (chap. 5), établit correctement à mon avis, la primauté du capital financier dans ce processus et la nécessité de se pencher sérieusement sur le rôle international des banques canadiennes. La seconde concerne le rôle politique de l'État au Canada et le sens de sa centralisation accrue via le coup de force de 1982, en liaison avec les échéances à venir (restructurations, projet de libre-échange...), et la nécessité pour le grand capital au Canada de surmonter tout obstacle dans cette voie. Cette question pourtant centrale n'est pas abordée en tant que telle.

Louis GILL,
UQAM